

Six ONG palestiniennes de défense des droits de l'Homme déclarées « organisations terroristes » par Israël.

L'ONU dénonce la décision d'Israël de placer ces ONG palestiniennes de défense des droits de l'Homme sur la liste des organisations terroristes. Amnesty international, Human Rights Watch, ainsi que de nombreux parlementaires américains ou ONG israéliennes condamnent cette décision. Les Européens ont aussi confirmé leur soutien aux défenseurs des droits humains palestiniens.

La criminalisation des groupes de défense des droits humains est une tentative de censurer la critique et éviter sa propre responsabilité.



Al-Haq – Addameer - Bisan Center - Defense For Children International-Palestine - the Union of Agricultural Work Committees - the Union of Palestinian Women's Committees

Déclarées « terroristes » en octobre 2021, ces organisations sont ciblées car leur travail – qui va de la protection des enfants au soutien aux prisonniers politiques, femmes et fermiers en passant par la recherche – questionne et défie l'apartheid israélien. En août 2022, leurs bureaux ont été attaqués, le matériel saisi, les locaux fermés et certains dirigeants arrêtés. Une 7^{ème} ONG a été victime de la même répression : Union of Health Work Committees.

Manœuvre ratée d'Israël !



Al-Haq a été créé en 1979 par un groupe d'avocats palestiniens à la suite d'un long débat sur la meilleure façon de remédier à l'absence de mécanismes de protection des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé (TPO). Lors de sa création, Al-Haq est devenue l'une des premières organisations de défense des droits de l'homme établies dans le monde arabe.

Vision :

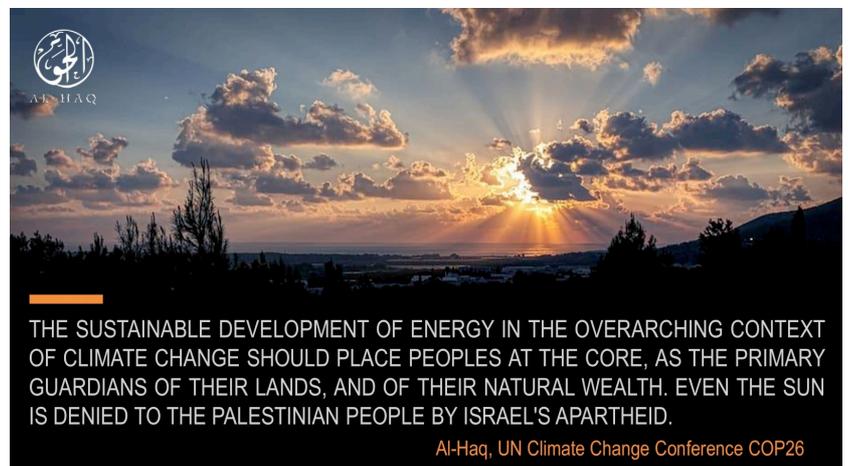
- Al-Haq est une organisation palestinienne indépendante de défense des droits de l'homme qui cherche à promouvoir les droits de l'homme du peuple palestinien, à les défendre et à renforcer l'État de droit ainsi que la culture et les valeurs des droits de l'homme conformément aux principes du droit international des droits de l'homme et du droit humanitaire, et à lutter contre l'impunité en demandant des comptes aux auteurs de violations de ces lois, quelle que soit leur nationalité.

Objectifs :

- Influencer les politiques, les législations et les pratiques des détenteurs de devoirs afin qu'ils s'alignent sur le droit international.
- Contribuer à un recours efficace contre les violations des droits de l'homme.
- Améliorer le discours sur les droits de l'homme et influencer la jurisprudence internationale.

Pour une Palestine libre, indépendante, souveraine et démocratique, où l'État de droit et les droits de l'homme sont respectés et appliqués.

<https://www.alhaq.org/>





Addameer, association de soutien aux prisonniers et de défense des droits de l'Homme, est une institution civile non-gouvernementale qui vient en aide aux prisonniers politiques détenus dans des prisons israéliennes et palestiniennes. L'organisation documente et dénonce les violations de droits humains.

Vision :

- Construire une société palestinienne libre et démocratique basée sur la justice, l'égalité, l'état de droit et le respect des droits de l'homme dans le cadre plus large du droit à l'autodétermination.
- Le travail d'Addameer est basé sur la croyance en l'universalité des droits de l'homme tels que consacrés par le droit international.

Objectifs :

- Mettre fin à la torture et aux autres formes de traitements cruels, inhumains et dégradants infligés aux prisonniers palestiniens
- Abolir la peine de mort
- Mettre fin aux détentions et arrestations arbitraires
- Garantir des procès équitables, impartiaux et publics
- Soutenir les prisonniers politiques et leurs familles en leur fournissant une aide juridique et une assistance sociale et morale et en menant des actions de plaidoyer en leur faveur
- Faire pression pour obtenir des législations qui garantissent les droits de l'homme et les libertés fondamentales et assurer leur mise en œuvre sur le terrain
- Sensibiliser la communauté locale aux questions relatives aux droits de l'homme et à l'État de droit
- Assurer le respect des valeurs démocratiques dans la communauté locale, sur la base de la diversité politique et de la liberté d'opinion et d'expression ;
- Faire pression pour obtenir un soutien et une solidarité internationale en faveur des droits légitimes des Palestiniens.

<https://www.addameer.org/>





Bisan Center for Research and Development est une organisation de la société civile active, non gouvernementale et à but non lucratif, aux valeurs démocratiques et progressistes. Bisan a été créée en 1989. Bisan cherche continuellement à améliorer la résilience des Palestiniens et à contribuer à la construction d'une société civile démocratique efficace.

Vision :

- Une société palestinienne développée dont la culture promeut la liberté, la justice, l'égalité et la dignité.

Mission

- Le centre s'aligne sur les pauvres et les marginalisés dans leurs luttes pour obtenir leurs droits socio-économiques dans le contexte de la libération nationale et démocratique en Palestine. Le centre soutient cette lutte par la production de connaissances et la création de partenariats avec des organisations démocratiques et populaires.

Objectifs principaux :

- Développer un mouvement social efficace dans lequel le centre est une ressource pour les positions critiques et l'analyse des modèles et pratiques de développement existants.
- Développer des programmes de production de connaissances et de développement communautaire, en particulier pour travailler avec les jeunes.
- Bisan adopte une approche basée sur les droits économiques et sociaux pour atteindre la justice sociale.
- Renforcer les ressources humaines spécialisées dans les domaines administratifs, techniques et professionnels, adhérer à un système financier conforme aux normes comptables internationales, et revoir, modifier et développer en permanence des systèmes de suivi et d'évaluation.

<https://www.bisan.org/>





Defense for Children International - Palestine (DCIP) est une organisation palestinienne indépendante et locale de défense des droits de l'enfant qui se consacre à la défense et à la promotion des droits des enfants vivant en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza.

Depuis 1991, nous enquêtons, documentons et dénonçons les graves violations des droits de l'homme commises à l'encontre des enfants ; nous fournissons des services juridiques aux enfants qui en ont un besoin urgent ; nous demandons aux autorités israéliennes et palestiniennes de respecter les principes universels des droits de l'homme ; et nous plaidons aux niveaux international et national pour faire progresser l'accès à la justice et la protection des enfants.

La mission :

- Promouvoir et de protéger les droits humains des enfants palestiniens.
- Défendre les enfants arrêtés, détenus et poursuivis par le système judiciaire militaire israélien.
- Surveiller et documenter les arrestations, les blessures et les décès d'enfants dans le TPO.
- Mettre en œuvre un plaidoyer innovant et novateur, fondé sur des preuves, pour dénoncer les graves violations commises à l'encontre des enfants palestiniens.
- Donner aux enfants les moyens de devenir des agents du changement positif.
- Informer de la situation des enfants palestiniens afin de pouvoir agir.

<https://www.dci-palestine.org/>





L'UAWC est une organisation indépendante de développement agricole, politiquement neutre selon ses statuts, ses politiques, sa vision, sa mission et ses pratiques. UAWC respecte et est guidée par les stratégies et les politiques sectorielles nationales ainsi que par les lois et les normes internationales établies par les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'Assemblée générale qui se concentrent sur les droits des Palestiniens concernant le droit à l'autodétermination, au développement et à une vie décente sur leurs terres reconnues comme " Territoires occupés ". Elle est considérée comme l'une des plus grandes institutions de développement agricole en Palestine, fondée en 1986 par un groupe d'agronomes. Elle a formé des comités agricoles en Cisjordanie et à Gaza pour fixer les priorités des agriculteurs et les aider à mettre en œuvre ses programmes et activités communautaires.

Visions :

- Un agriculteur palestinien libre, attaché à ses droits nationaux, socio-économiques et culturels, croyant aux pratiques démocratiques, au sein d'une société sécurisée sur le plan alimentaire et souveraine sur ses ressources.
- Une organisation de la société civile progressiste, contribuant au développement du secteur agricole, par le biais de l'autonomisation des agriculteurs, de leur fermeté et de leur souveraineté sur leurs ressources, dans un cadre de développement libéral et communautaire durable.

Objectifs :

- Promouvoir la constance et la durabilité des moyens de subsistance des petits agriculteurs.
- Promouvoir la souveraineté sur les ressources naturelles et leur adaptation au changement climatique.
- Renforcer la capacité de l'UAWC à répondre aux urgences, à l'instabilité et aux changements de circonstances.
- Protéger et défendre les droits nationaux et démocratiques des agriculteurs.
- Renforcer le rôle de l'UAWC en tant qu'organisation nationale efficiente et efficace.

<https://www.uawc-pal.org/>



L'Union des comités de femmes palestiniennes a été fondée en 1980 dans le but d'autonomiser les femmes palestiniennes à tous les niveaux et de contribuer à la lutte nationale palestinienne contre l'occupation militaire israélienne illégale des territoires palestiniens.

L'objectif déclaré de l'Union des comités de femmes palestiniennes (UPWC) est de "contribuer à la lutte nationale palestinienne contre l'occupation militaire israélienne illégale des territoires palestiniens".

- L'UPWC est active dans le plaidoyer et s'engage à "faire pression sur les décideurs et les législateurs pour qu'ils publient un ensemble de lois civiles modernes pour assurer le développement de la communauté palestinienne".
- UPWC soutient "le boycott de l'occupation sous toutes ses formes, y compris économique, culturelle, académique et toute autre forme de boycott."
- Le UPWC rejette toute normalisation avec Israël
<http://upwc.org.ps/>



Parmi les ONG « fichées » figure, entre autres, l'Union des comités des femmes palestiniennes (UPWC). Nedal Eshtayah/Apaimages/SIPA



Union of Health
Work
Committees
[https://gaza-
health.com](https://gaza-health.com)

« Les déclarations infondées du gouvernement israélien doivent être reconnues pour ce qu'elles sont : un écran de fumée destiné à cacher au public et à la communauté internationale le travail essentiel accompli par ces groupes de défense des droits humains qui dénoncent les atteintes d'Israël aux droits fondamentaux et au droit international »

Alice Mogwe, présidente de la FIDH

“Cette accusation est une première inquiétante, car elle met en péril dès à présent la protection des enfants, les droits des prisonniers et la capacité à rendre compte des violations des normes internationales reconnues par Israël. Mettre sur un pied d'égalité la défense des droits et le terrorisme constitue également un affront à la communauté internationale qui s'efforce de lutter contre la violence terroriste réelle. Cette réalité est d'autant plus tragique car les droits humains devraient servir de cadre fédérateur pour l'avenir d'Israël et de la Palestine”

Secrétaire général de l'OMCT Gerald Staberock



12.2021

<http://www.urgencepalestine-vd.ch/>